



LES CLINIQUES PRIVÉES REPRÉSENTENT UNE
MENACE >> page 2

Aussi dans ce numéro:
CONFÉRENCE DES TRAVAILLEUR(EUSE)S
RACISÉ(E)S. PAGES 4 ET 6



VOLUME 1, N°4

WWW.UNIFOR.ORG

31 OCTOBRE 2013

uniforum

**Let's Rethink Child Care.
Together We Can Make It Better.**

CHILD CARE WORKER AND EARLY
CHILDHOOD EDUCATOR APPRECIATION DAY
OCTOBER 30, 2013

**Repensons les services de garde.
Ensemble, on peut améliorer
les choses.**

JOURNÉE DE RECONNAISSANCE DES TRAVAILLEURS EN GARDE
ET ÉDUCATEURS DE LA PETITE ENFANCE
LE 30 OCTOBRE 2013

Unifor est un fier commanditaire de la journée annuelle des travailleuses et éducatrices en milieu de garde qui a lieu en octobre.

Voyons ce que renferme l'AECG



Le président national d'Unifor, Jerry Dias, affirme que la divulgation intégrale de l'Accord proposé entre le Canada et l'Union européenne est la seule façon d'assurer un débat démocratique et approfondi sur l'accord. « Il ne suffit pas au gouvernement Harper de divulguer des documents d'information et des résumés

>> Suite à la page 3

Plus de sécurité dans l'industrie de l'énergie



Le déraillement et l'explosion d'un convoi ferroviaire transportant du gaz de pétrole liquéfié et du pétrole brut de l'Alberta montrent l'importance d'adopter des règles de sécurité plus strictes et d'entreprendre des consultations publiques pour étudier comment les produits du pétrole sont acheminés aux marchés, a déclaré Jerry Dias, président national

>> Suite à la page 2

Prolongation de la chaîne consolidée de GM



L'annonce récente indiquant que General Motors prolonge l'exploitation de son complexe d'assemblage (chaîne consolidée) à Oshawa constitue une bonne nouvelle pour les travailleurs de l'usine et pour toute la collectivité, a déclaré le président national d'Unifor, Jerry Dias. « C'est une bonne nouvelle

qui nous attendait au réveil ce matin », a ajouté Jerry Dias. « Elle confirme ce que nous disions au sujet de cette usine depuis longtemps, à savoir que les compétences et l'efficacité de ses travailleurs valent la peine de la garder ouverte. »

General Motors a annoncé qu'afin de répondre à la demande attendue pour l'Impala et l'Equinox, construites toutes deux sur la chaîne consolidée, la production y sera prolongée jusqu'en 2016. Il avait été prévu que l'usine ferme dans le courant de l'année prochaine.

« En maintenant la production au cours des

>> Suite à la page 3

#unifor



Voici une sélection de gazouillis sur @SyndicatUnifor

@Jesse_Brisson : Wow!! Quel discours énergisant de Jerry Dias, président d'Unifor!! #scfp50 #cupe50 #Unifor pic.twitter.com/5c5oQ13w8 X


@SyndicatUnifor : Libre-échange Canada-UE : La démocratie doit déterminer ce qui adviendra d'une entente commerciale - unifor.org/fr/quoi-de-neu... #polcan #unifor

En bref

Programme populaire auprès des entreprises de pêche au homard

Vingt-trois à autres entreprises de pêche au homard ont été acceptées dans le cadre d'un programme de retraite pour rehausser les revenus de celles qui restent dans l'industrie. Le Conseil de la durabilité de la pêche au homard de Terre-Neuve a annoncé les résultats le 25 octobre, ce qui porte le nombre total de retraites à 248. Le coordonnateur du programme, Bill Broderick, a observé que l'intérêt à l'endroit du programme avait connu une hausse considérable dans la dernière ronde. Le programme de retraite des entreprises de pêche au homard a été mis sur pied pour améliorer les niveaux de revenu et la viabilité économique des entreprises dépendantes de la pêche au homard en réduisant leur nombre dans l'industrie. Le programme est en vigueur jusqu'en mars 2014.

Assemblée publique sur le salaire minimum

Unifor aide à parrainer une prochaine assemblée publique sur le besoin de hausser le salaire minimum en Ontario. Le gouvernement de l'Ontario a gelé le salaire minimum dans la province pour trois ans au taux de 10,25 dollars. Dans un mémoire soumis à un panel examinant le salaire minimum en Ontario, Unifor a récemment recommandé de hausser le salaire minimum à 14 dollars de l'heure. L'assemblée publique aura lieu le 5 novembre à 19 h, à la R.H. King Academy, 3800 av. St Clair Est, à Toronto, ON. 

Les cliniques privées représentent une menace



Les changements proposés semblent ouvrir la porte au transfert de fonds publics vers des cliniques privées en Ontario.

Une proposition du gouvernement de l'Ontario d'accorder une licence aux cliniques privées pour agir comme fournisseurs de soins de santé dans la communauté représente un virage fondamental en matière de politique publique et un prélude au transfert de services publics au secteur privé, avertit Unifor.

Dans un mémoire au gouvernement provincial, Unifor réclame un vif débat public sur la question avant d'adopter un quelconque changement.

« La proposition de règlement... devrait être retirée jusqu'à ce que le débat ait atteint une forme de large consensus ou de conclusion, et qu'aucun autre élément de

preuve soit disponible », lit-on dans le mémoire.

Le mémoire affirme que les changements de règlement proposés en vertu de la Loi sur l'intégration du système de santé local et de la Loi sur les établissements de santé autonomes semblent jeter les bases pour que les Réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) et Action Cancer Ontario financent directement des « cliniques communautaires spécialisées » autorisées en tant qu'établissements de santé indépendants.


« Cela représente un virage fondamental en matière de politique publique qui met à risque la capacité continue de nos hôpitaux communautaires, financés et

gouvernés par le système public », lit-on dans le mémoire.

De telles cliniques privées soutiendraient des fonds des établissements de santé publics qui luttent déjà sur le plan financier, selon le mémoire.

« Nos hôpitaux subissent déjà d'énormes pressions financières, et le fait de détourner l'argent vers des cliniques privées ne va qu'aggraver leur situation », a affirmé Katha Fortier, directrice de la région de l'Ontario d'Unifor.

L'ancien premier ministre de la Saskatchewan, Roy Romanow, avait dit dans son rapport de 2002 sur la santé qu'il n'y a aucun élément de preuve que des cliniques privées peuvent apporter plus de ressources aux soins de santé, et aucune preuve contraire n'a été présentée depuis, lit-on dans le mémoire.

« Nous sommes très inquiets que ce changement de règlement entre non seulement en conflit avec de précédentes annonces en matière de politique publique, mais qu'il soit aussi un prélude à la création ou au transfert de services publics à des entités corporatives à but lucratif. » 


>> Suite de "Plus de sécurité dans l'industrie de l'énergie" sur page 1

d'Unifor.

« Aussi terrible que soit un incident comme celui-ci, nous pouvons être reconnaissants que personne n'ait été blessé et que les dommages à l'environnement soient minimes », a ajouté Jerry Dias. Les membres de la section 100 d'Unifor, qui représente les travailleurs du CN, ont participé au nettoyage. Unifor représente XX travailleurs dans l'industrie ferroviaire

partout au Canada. La sécurité et la sûreté des cheminots et de nos communautés dépendent d'une réglementation saine en matière de transport et d'environnement, ainsi que des consultations avec toutes les communautés que traversent les convois ferroviaires. Il en va de même pour les pipelines. Par conséquent, il faut réglementer le rythme de développement, exiger un contenu canadien élevé, gérer les retombées économiques (y

compris l'imposition de limites sur l'exportation des ressources et la propriété étrangère) et limiter les émissions de gaz à effet de serre au Canada.


« Le gouvernement fédéral doit piloter ces discussions, mais à ce jour, il a montré peu d'intérêt à cet égard », a ajouté Jerry Dias. « Ce gouvernement présume que les géants mondiaux trouveront les meilleures solutions. Il est faux de penser ainsi. » 

>> Suite de
**"Prolongation de la
chaîne consolidée de
GM" sur
page 1**

prochaines années, nous avons une chance d'y amener un autre produit et de garder l'usine ouverte plus

longtemps », a déclaré Ron Svajlenko, président de la section locale 222 d'Unifor, qui représente les travailleurs de l'usine. Selon Ron Svajlenko, l'attribution du prix argent de J.D. Power pour la qualité de la chaîne de montage de l'usine, le 2 octobre, reflète le travail soutenu des travailleurs

syndiqués de l'automobile et a joué un rôle clé dans la décision actuelle de prolonger l'exploitation de l'usine. « Les travailleurs de l'usine ont fait de l'excellent travail », a-t-il dit. Selon lui, la chaîne consolidée a toujours été une usine de premier plan en Amérique du Nord, et la

décision d'y prolonger les opérations en témoigne. Cette décision signifie aussi que les travailleurs de l'usine pourront continuer à subvenir aux besoins de leur famille et à soutenir l'économie locale, a fait remarquer M. Dias. 

Premier programme d'intervenantes auprès des femmes d'Unifor

La section locale 1 d'Unifor-FTCN a conclu une entente avec Halifax Shipyards pour la mise sur pied d'un programme d'intervenantes auprès des femmes afin de veiller à ce que toutes les travailleuses des chantiers navals bénéficient d'un environnement de travail sain et sécuritaire; il s'agit de la première section locale à négocier ce programme avec succès depuis la formation d'Unifor.

Une intervenante auprès des femmes est spécialement formée comme représentante en milieu de travail pour venir en aide aux femmes préoccupées par certains aspects, notamment le harcèlement en milieu de travail, la violence conjugale et les abus à leur égard. L'intervenante auprès des femmes n'est pas une conseillère; elle offre plutôt un


appui aux femmes pour obtenir de l'aide des ressources communautaires et en milieu de travail.

« Voici un excellent exemple d'une initiative conjointe couronnée de succès entre le syndicat et l'employeur visant à faciliter l'instauration d'un milieu de travail empreint de respect, sain et sécuritaire; ces efforts transcendent la table de négociation », a déclaré Julie White, directrice du Service de la condition féminine d'Unifor. « Nous espérons un jour avoir une intervenante auprès des femmes dans tous les milieux de travail représentés par Unifor. »

L'employeur, Halifax Shipyards, a convenu de partager les coûts de la formation de deux intervenantes et du maintien du programme en milieu de travail. Les deux consœurs,

Koren Beaman et Elizabeth Cummings, ont terminé le cours de base de 40 heures pour les intervenantes auprès des femmes à Port Elgin, la semaine dernière.

« Je suis emballée d'être la première intervenante auprès des femmes d'Unifor en me joignant à environ 300 autres

qui ont été nommées avant la formation de notre syndicat », a déclaré Koren Beaman. « Nous voyons de plus en plus de femmes dans des emplois 'non traditionnels', dont les métiers spécialisés, et nous devons nous assurer qu'elles sont appuyées et protégées au travail. » 



Des participantes en formation pour devenir intervenantes auprès des femmes.

>> Suite de **"Voyons ce
que renferme l'AECG"**
sur page 1


savamment orchestrés », a déclaré Jerry Dias. Le 29 octobre, le gouvernement conservateur a publié un résumé technique de l'entente de principe originalement signée le 18 octobre à Bruxelles. Le sommaire de 26 pages renferme des détails clairs rédigés sous forme de points centrés sur l'Accord économique et commercial global (l'AECG) qui ne fournit pas l'information importante sur tous les aspects, de la couverture des services

publics à la déréglementation du secteur des télécommunications du Canada.

Les accords commerciaux peuvent être avantageux ou non selon les détails des aspects négociés, a déclaré Jerry Dias, c'est pourquoi le gouvernement doit publier tous les détails de l'AECG négociés.

« Les Canadiens doivent étudier tout le texte afin de mieux déterminer s'ils sont en train de se faire passer un sapin », a ajouté Jerry Dias. Unifor a exprimé ses

préoccupations générales concernant l'AECG, notamment l'impact négatif possible sur les emplois au Canada, l'escalade des prix des produits pharmaceutiques, les droits extraordinaires accordés aux investisseurs privés et l'affaiblissement de la capacité des gouvernements locaux d'instaurer des politiques de développement économique visant à créer des emplois et à améliorer les communautés. Unifor exhorte le gouvernement fédéral à publier intégralement le texte

de l'accord et à engager un débat pleinement démocratique et un vote sur l'AECG. Unifor incite également les gouvernements provinciaux à tenir des votes respectifs sur l'accord. Tous sont encouragés à prendre le temps de faire parvenir une lettre au premier ministre Stephen Harper lui demandant de publier intégralement le texte de l'AECG. Visitez le site <http://www.tradejustice.ca/?lang=fret> cliquez sur le bouton Signer maintenant 

Encadré photo: la conférence des travailleuses et travailleurs autochtones et racisés

VEUILLEZ SOUMETTRE VOS PHOTOS À COMMUNICATIONS@UNIFOR.ORG



SOURCE: BRYAN MOMBOURQUETTE

Des délégué(e)s à la conférence des travailleur(euse)s autochtones et racisés discutent d'enjeux les concernant.



SOURCE: RON ARJON

Une réunion en cercle à la conférence des travailleur(euse)s autochtones et racisés a permis aux délégué(e)s de partager leurs expériences.

Un équipage international reçoit un salaire rétroactif

Le navire Panaméen Kouyou détenu dans le port de Québec en vertu de la Convention du travail maritime (CTM) a été libéré après que son équipage ait reçu les salaires rétroactifs de 51 000 \$US qui leur étaient dus. Les travailleurs ont également commencé à être rapatriés avec l'aide du Syndicat international des Marins Canadiens. Transport Canada est intervenu pour détenir le navire après avoir servi un avis. Le navire est le troisième à être détenu au Canada de puis que la CTM

est entrée en vigueur en août. La Convention internationale a été adoptée par les nations exportatrices à l'échelle internationale et adoptée par les États membres de l'Organisation internationale du Travail. L'équipage, composé de 20 Vietnamiens et Birmanes et d'un capitaine canadien, James Maung, n'avaient pas été payés correctement, particulièrement en ce qui a trait à l'indemnité de détachement destinée aux familles des travailleurs à l'étranger. Plusieurs membres de l'équipage avaient versé des frais de recrutement élevés à

des agences avant leur départ. « Nous sommes extrêmement satisfaits que le Canada ait appliqué la CTM », a déclaré Peter Lahay, coordonnateur canadien de la Fédération internationale des ouvriers du transport. « À notre demande, les inspecteurs de Transport Canada ont appliqué les dispositions de cette importante convention, ce qui a aidé grandement ces travailleurs qui figurent parmi les plus isolés et marginalisés au monde. » L'inspecteur d'ITF-Unifor, Gerard Bradbury, l'inspecteur du travail traitant le dossier, a déclaré que le Canada est le

premier pays à détenir un navire en vertu de la convention. « La reconnaissance de l'importance de ces nouvelles règles par le Canada signifie que notre pays ne sera pas une porte d'entrée pour des pratiques d'exploitation encore plus graves », a déclaré Gerard Bradbury. « Les travailleurs à bord des navires étaient maltraités et auraient pu être privés de plusieurs mois de salaire indispensables. Les marins travaillent souvent dans des conditions difficiles, loin de leur foyer pendant des mois. »

Campagnes en vedette

Repensons les services de garde

Unifor participe à la campagne nationale « Repensons les services de garde » dans le but d'amener les discussions au-delà des solutions individuelles pour appuyer une véritable stratégie nationale de services de garde abordables et de qualité.

Des centaines de militants et de membres ont déjà participé à la première initiative de la campagne : des discussions informelles au sujet des aléas des services de garde actuels. Ces discussions

font appel aux mères, pères, grands-parents, voisins, amis, éducatrices en milieu de garde et plusieurs autres dans un effort de changer le discours et faire en sorte que les services de garde soient un enjeu aux élections fédérales de 2015.

Organiser une discussion informelle est chose facile! La documentation est déjà disponible et simple à utiliser. Pour organiser une discussion dans votre section locale, votre communauté ou autour de votre propre table de cuisine, communiquez avec la directrice du Service de la



Documents disponibles pour animer une discussion

condition féminine d'Unifor, Julie White, à women@unifor.org. Pour obtenir de plus amples

renseignements, visitez le site: <http://garderiespubliques.org/>

POUR PROMOUVOIR UNE CAMPAGNE DANS VOTRE SECTION LOCALE OU VOTRE RÉGION, COMMUNIQUEZ AVEC

Un cadeau pour une heureuse Action de grâce


Cheyenne Armstrong souhaitait que quelques personnes de Winnipeg puissent célébrer l'Action de grâce de belle façon, mais lorsque les confrères et consœurs de son père chez Unifor ont entendu parler du projet, Cheyenne a réussi à aider beaucoup plus que quelques personnes. « Certaines personnes n'ont pas de maison, ni emploi ni argent. Je tiens à les aider, a déclaré Cheyenne qui a vu un reportage à la télévision au sujet de gens qui ont de la difficulté à payer pour célébrer la fête de l'Action de grâce. « J'ai demandé à ma mère et à mon père si je pouvais utiliser mon argent de vacances, et ils étaient entièrement d'accord. » Cheyenne a décidé de remettre ses épargnes de vacances totalisant

50 dollars à l'Armée du salut dans son secteur, un organisme qui offre des soupers de dinde à Winnipeg. Ses parents ont eu recours aux médias sociaux pour récolter des appuis. Le père de Cheyenne, Mark Armstrong, se trouvait au Centre familial d'éducation de Port Elgin en train de suivre un cours. Lorsqu'il a raconté l'initiative de Cheyenne à ses consœurs et confrères de classe, d'autres membres d'Unifor ont immédiatement fait preuve de générosité. « En une semaine seulement, Cheyenne a pu recueillir près de 800 dollars afin que d'autres dans le besoin puissent savourer un repas de dinde à l'Action de grâce », a-t-il déclaré. C'était suffisant pour acheter 36 dindes. Mark Young, de l'Armée du salut, a déclaré



Cheyenne Armstrong a recueilli assez d'argent pour 100 personnes de plus à un repas de l'Action de grâce.

qu'environ 100 personnes ont été prévenues qu'il n'y aurait pas suffisamment de dinde pour elles. Après le don de

Cheyenne, elles ont toutes été rappelées pour un repas. 

Le saviez-vous?

Le dernier projet de loi budgétaire du gouvernement conservateur, déposé le 22 octobre, propose des amendements qui affaibliraient radicalement le Code canadien du travail. Les changements au Code portent sur des dispositions relatives à la santé et la sécurité qui, s'ils sont adoptés, dilueraient le droit de refuser d'exécuter un travail dangereux, mettraient fin au rôle des agents fédéraux de la santé et la sécurité dans le processus d'enquête, et accorderaient aux employeurs le pouvoir de sanctionner des travailleuses et travailleurs lorsqu'ils invoquent le droit de refuser d'exécuter des tâches dangereuses.

Mis ensemble, ces changements feraient en sorte que les dispositions du Code canadien du travail relatives au droit de refuser d'exécuter des tâches dangereuses seraient les plus faibles au pays et mettraient la vie des travailleuses et travailleurs en péril. Ces changements auraient un impact direct sur les travailleuses et travailleurs des secteurs sous juridiction fédérale, dont des dizaines de milliers de membres d'Unifor. Si vous êtes préoccupés à propos de ces terribles amendements? Prenez le temps d'exprimer votre inquiétude.

Envoyez une lettre à votre député maintenant : <http://www.congres.dutravail.ca/droit-de-refuser-travail-dangereux>


Militant en vedette

Nom: *Jim Sadlemyer*
Âge: 50
Section locale d'attache: 114
Lieu de travail: *Loomis Express*
Ville natale: *Nanaimo, BC*



Jim Sadlemyer travaille avec les médias sociaux

Jim est un militant social et politique dévoué au syndicat. Membre depuis de nombreuses années de section locale 114, il n'a jamais hésité à relever les défis difficiles, qu'il s'agisse de faire passer la section locale et ses membres à l'ère numérique par son site Web, Facebook et Twitter, ou d'entreprendre la « cartographie » des membres du section locale pour bâtir un réseau afin de sensibiliser les gens aux attaques des conservateurs contre les syndicats. Jim est d'une très

grande utilité pour la section locale. 

POUR FAIRE LA PROMOTION D'UNE OU D'UN MILITANT DE VOTRE SECTION LOCALE OU RÉGION COMMUNIQUEZ AVEC COMMUNICATIONS@UNIFOR.ORG

Les travailleuses et travailleurs autochtones et racisés débattent d'enjeux

Plus de 120 personnes ont participé à la conférence des travailleuses et travailleurs autochtones et racisés d'Unifor à Port Elgin récemment afin de discuter des façons de travailler avec leurs sections locales pour améliorer leurs conditions dans leurs lieux de travail et la collectivité.

Des militantes et militants d'Unifor de partout au pays ont partagé leurs expériences et leurs espoirs face à l'avenir, a affirmé Vinay Sharma,

directeur du Service des droits de la personne d'Unifor.

« Les membres ont eu de très bonnes discussions sur comment ils pourraient faire une différence à travers Unifor », a déclaré Vinay Sharma.

Les participantes et participants ont discuté de problèmes comme les femmes autochtones disparues et assassinées, le racisme et l'attaque contre la sécurité syndicale, et comment obtenir des appuis et se faire élire,


ainsi que de justice pour les travailleuses et travailleurs migrants.

Le président national d'Unifor, Jerry Dias, a pris la parole à la soirée d'ouverture et a rencontré plusieurs des personnes présentes.

« Nous arrivons de loin, mais beaucoup reste à faire encore », a affirmé Jerry Dias en soulignant que le fait de réserver un siège au Conseil exécutif national à un représentant des travailleuses et travailleurs racisés n'est

qu'un début pour Unifor.

« Un poste au Conseil exécutif national est un minimum. »

Un invité spécial était présent aussi à la conférence, Bromley Armstrong, un militant des droits de la personne depuis de nombreuses années. Vinay Sharma a observé qu'il y avait aussi plusieurs jeunes militantes et militants, ce qui a permis à cette conférence d'assurer un équilibre entre le passé, le présent et l'avenir. 

« Nous allons riposter! », a déclaré Jerry Dias aux SCFP

Le président d'Unifor, Jerry Dias, a enflammé l'assemblée au congrès du SCFP et les adeptes de la twittosphère avec son appel à remettre les jeunes du pays au travail. Il s'est adressé à plus de 2500 délégués et observateurs participant aux célébrations du 50^e anniversaire du congrès national le 22 octobre, à Québec.

En soulignant qu'Unifor et le SCFP représentent près d'un million de membres, il a ajouté qu'à ce titre, nous avons la responsabilité et le devoir de nous préoccuper des jeunes qui se sentent trahis par les politiques du gouvernement. « Les jeunes ont toujours été conseillés de s'instruire, d'aller à l'université, d'obtenir un diplôme, d'améliorer leurs compétences pour obtenir un emploi. Et devinez quoi? Sept cent mille emplois




Le président national Jerry Dias a livré un discours enflammé au congrès national du SCFP qui est devenu très populaire sur Twitter.

manufacturiers plus tard, les jeunes n'ont toujours pas d'emploi. » « Il est temps que le mouvement syndical reprenne le pays en main afin de retourner les jeunes au travail », a-t-il déclaré sous des applaudissements

retentissants. Jerry Dias a tenu des propos durs à l'endroit des attaques du gouvernement conservateur de Stephen Harper contre les syndicats; il a soulevé l'ire des congressistes qui, debout, ont promis de riposter.

Il a rappelé à tous comment le gouvernement fédéral s'en prend aux syndicats de façon répétitive allant même jusqu'à s'immiscer dans les négociations collectives à cinq reprises depuis les deux dernières années : trois fois avec Air Canada, une fois avec les travailleurs des postes et une autre avec ceux des chemins de fer.

« Comment ce gouvernement peut-il nous ordonner de retourner au travail alors que Stephen Harper peut proroger la Chambre à sa guise, quatre ou cinq fois? Je vois difficilement la ministre du Travail se mettre elle-même en demeure de reprendre le travail.

« Que ce gouvernement sache que, lorsqu'on nous met au pied du mur, nous ripostons. » 

L'impôt n'est pas un terme à bannir

Un nouveau livre comportant un chapitre rédigé par l'économiste d'Unifor, Jim Stanford, déboulonne l'idéologie réfractaire aux impôts des conservateurs qui a été utilisée pour justifier les mesures d'austérité, anéantissant du même souffle nos services sociaux.

Le livre, *Tax is Not a Four-Letter Word*, est publié par le Centre canadien de politiques alternatives, sous la direction


de Alex Himelfarb, directeur du Collège Glendon de l'Université York (et ancien membre du Conseil privé), et du responsable de la page éditoriale du *Toronto Star* (et membre d'Unifor), Jordan Himelfarb.

Jim Stanford a rédigé le chapitre d'introduction du livre, *The Economic Consequences of Taxing (and Spending)*, dans lequel il remet en question l'argument

des conservateurs voulant que des baisses d'impôt sont toujours bénéfiques, et affirme que les bons programmes sociaux sur lesquels tous les Canadiens comptent exigent un financement stable.

« L'objectif des progressistes ne consiste pas à hausser les taxes ou à se doter d'un appareil gouvernemental plus imposant, comme fin en soi », écrit Jim Stanford. « Nous faisons plutôt campagne pour

de bonnes politiques et de bons programmes, en reconnaissant que ces programmes doivent être financés par les impôts afin de survivre. »

Le lancement du livre aura lieu le 5 novembre à 18 h à l'atrium Sears du pavillon de l'ingénierie George Vari de l'Université Ryerson, au 245 rue Church, à Toronto. 

La politique du gouvernement Harper en matière de télécommunications est confuse

Le rejet par Industrie Canada d'un investissement prévu dans MTS-Allstream pour des raisons de sécurité nationale non précisées est un autre signe que toute la politique du gouvernement fédéral en matière de télécommunications est un échec, selon le dirigeant d'Unifor, le plus important syndicat des télécommunications au Canada.

« Le gouvernement fédéral a très mal géré le cadre stratégique dans ce secteur », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor. « Les règles bizarres des prochaines ventes aux enchères du spectre ainsi que l'incohérence et la démarche arbitraire relatives aux intérêts étrangers n'ont engendré que de la confusion et de l'incertitude au sein du secteur. »

Unifor représente quelque 30 000 travailleurs du secteur des télécommunications à


l'échelle du Canada, dont les travailleurs de MTS-Allstream. MTS-Allstream a conclu une entente d'acquisition avec Accelero, société internationale, qui aiderait l'expansion d'Allstream. Industrie Canada a soudainement rejeté l'entente le 7 octobre, juste avant l'échéance de la période d'examen fédéral.

Pendant des décennies, le secteur des télécommunications du Canada était interdit aux sociétés étrangères, mais le gouvernement Harper a commencé à ouvrir la porte par sa loi omnibus sur le budget 2012. Le gouvernement soutient que sa politique facilitera l'émergence d'un « quatrième fournisseur national » insaisissable, ce qui représenterait soi-disant un avantage pour les consommateurs.

Cette raison a également servi de motif à l'élaboration

d'autres politiques, comme des règles relatives aux prochaines enchères du spectre favorisant clairement les candidats étrangers et des restrictions sur l'achat de petites entreprises par les trois principaux fournisseurs actuels appartenant à des intérêts canadiens.

« Le gouvernement doit aux Canadiens d'assurer la stabilité future de ces emplois vitaux, en adoptant une autre structure de propriété », a affirmé Dylan Gadwa, président de la section locale 2000 d'Unifor qui représente les employés de la compagnie.

Unifor est en faveur de restrictions claires en matière de propriété étrangère, d'un code national sur les services sans fil pour protéger les consommateurs (y compris des règlements sur les frais d'itinérance, la durée des contrats et d'autres pratiques), ainsi que de quotas pour le contenu canadien. 

Solidarité avec les travailleurs des médias

Unifor a écrit au chef de la direction de Maritime Broadcasting l'exhortant à retourner à la table de négociation et à établir une première convention collective avec sept travailleurs de la station de radio de sa compagnie à Saint John, au Nouveau-Brunswick. Le groupe – qualifié des « 7 de Saint John » – est en grève depuis presque 16 mois. « C'est une très longue grève pour un conflit portant sur une première convention collective. Ces sept travailleurs se heurtent maintenant à la possibilité de passer une seconde période des Fêtes dans la rue. En tant que syndicat représentant d'autres employés chez MBS dans la région de l'Atlantique, nous estimons que la situation est intolérable », est-il écrit dans la lettre adressée au président et chef de la

direction, Robert Pace.

La lettre a été signée par Lana Payne, directrice de la région de l'Atlantique d'Unifor, Randy Kitt, président du secteur des médias, et Howard Law, directeur du secteur des médias. De plus, Unifor a versé un don de 5 000 dollars pour aider les grévistes. Lana Payne a déclaré que les sections locales d'Unifor dans la région ont fait leurs propres dons depuis le début de la grève. Les travailleurs de Kool 98, K-100 et CFBC à Saint John, faisant partie de la radio de MBS établie à Halifax, sont en grève depuis juin 2012. Les principaux points en litige portent sur l'obtention d'un salaire minimum vital, le respect en milieu de travail et la qualité de la radio locale. « Ces travailleurs méritent une entente juste et un salaire minimum vital. Tous les

employés des médias au pays vont appuyer ces sept collègues jusqu'à ce qu'une entente équitable soit conclue », a déclaré Randy Kitt, président du secteur des médias d'Unifor.

Les grévistes sont membres de la Guilde canadienne des médias. Les employés des autres stations de MBS sont membres d'Unifor. Pour écouter la station radiophonique en ligne créée par les grévistes ou pour faire un don, consultez le site www.radiofree.saintjohn.fr 



Comment continuer de recevoir Uniforum?

Uniforum prend le virage vert.


Cela signifie que nous allons bientôt cesser d'envoyer par la poste des copies d'Uniforum aux personnes qui ne nous disent pas qu'elles veulent recevoir la version imprimée de l'infolettre.

Par conséquent, si vous appréciez la version imprimée et souhaitez continuer de recevoir Uniforum par la poste, vous devez nous le faire savoir.


Les personnes qui ne nous avisent pas ne seront plus sur notre liste d'envois postaux.

Pour continuer de recevoir l'infolettre par la poste, vous n'avez qu'à envoyer un courriel au Service des communications d'Unifor, à l'adresse communications@unifor.org.

Vous pouvez également nous téléphoner au 1-800-268-5763, poste 3771, ou nous envoyer une note au Service des communications d'Unifor, 205 Placer Court, Toronto, ON M2H 3H9.

Pour vous abonner à la version électronique d'Uniforum, cliquez sur le lien suivant <http://www.unifor.org/fr/quoi-de-neuf/sabonner>, et remplissez le formulaire électronique. 

Correction


La légende d'une photo du numéro précédent d'Uniforum disait que la section locale 444 à Windsor avait installé une nouvelle enseigne d'Unifor à son bureau syndical. En fait, la section locale 444 partage le bureau avec la section locale 200, et les deux sections locales ont changé l'enseigne ensemble. Uniforum s'excuse de cette erreur. 

Nouveaux membres

Tekom Canada Ltd,
Scarborough, ON 32 membres.

Restaurant Hoïto, Thunder Bay, ON 59 membres.

Hôpital Hôte-Dieu Grâce,
personnel de pharmacie,
Windsor, ON 22 membres.

Hôpital Hôte-Dieu Grâce,
ergothérapeutes et
physiothérapeutes, Windsor, ON
25 membres. 

Nouvelles nominations


Services aux membres

Fred Bond, présentement représentant de service à Brockville, sera transféré à Sudbury à compter du dimanche 1er décembre 2013.

Sandi McManus, anciennement membre de la section locale 2002 et actuellement membre de la section locale 888 d'Unifor, est nommée représentante de service au bureau de New Westminster à compter du dimanche 17 novembre 2013.

Mario Santos, vice-président de la section locale 114, est nommé représentant de service à Prince George à compter du dimanche 27 octobre 2013.

Frank Wright, président de la section locale 3007 à l'Université du Manitoba, est nommé représentant de service au bureau de Winnipeg à compter du dimanche 27 octobre 2013.

Kelly-Anne Orr, présidente de la section locale 636 au Woodingford Lodge, est nommée représentante de service pour le secteur des soins de santé au bureau de Toronto à compter du dimanche 3 novembre 2013. 

Unifor exprime son appui à une campagne de riposte en Nouvelle-Écosse

Plus de 200 délégués et délégués de la Fédération du travail de la Nouvelle-Écosse, dont 50 membres affichant fièrement leur appartenance à Unifor, ont débattu avec passion de la question des droits des travailleurs et des syndicats, et prôné une campagne massive pour riposter aux attaques du gouvernement Harper et réclamer un Canada plus juste et plus équitable.

Les délégués et délégués ont également condamné les plans du nouveau gouvernement provincial libéral visant à impartir le

travail dévolu au syndicat, à abolir les autorités régionales en santé et à créer un seul super conseil.

La conférencière principale, Lana Payne, directrice de la région de l'Atlantique d'Unifor, a déclaré qu'au lieu de se battre avec les syndicats dans le secteur des soins de santé, dont Unifor qui représente plus de 4 000 travailleurs dans ce secteur en Nouvelle-Écosse, le nouveau premier ministre devrait collaborer avec nous pour sauvegarder le régime d'assurance-maladie négligé par Harper. Lana Payne a vilipendé le

gouvernement fédéral et les employeurs pour leurs attaques contre les droits des travailleurs et des syndicats.

« Nous vivons une période sans précédent alors que la légitimité de notre cause pour la justice économique et sociale est remise en question comme jamais auparavant », a déclaré Lana Payne. « Cette situation exige une riposte sans précédent de la part des syndicats. La création d'Unifor est notre réponse à ces assauts. » Elle a souligné que les travailleurs et leurs syndicats peuvent triompher



La directrice de la région de l'Atlantique d'Unifor, Lana Payne, affirme que les syndicats doivent riposter.

pourvu que « notre solidarité soit plus grande que leur cupidité. »



La décision sur les pensions de Navistar est maintenue

Le Tribunal des services financiers de l'Ontario a rejeté l'appel de Navistar d'une décision rendue en faveur des anciens travailleurs de l'usine de camion de Chatham, en Ontario, maintenant fermée.

« Il s'agit d'une importante décision dans le cadre d'une longue lutte », a déclaré Bob Chernecki, adjoint retraité du président, qui a piloté les pourparlers avec Navistar.

Le Surintendant adjoint des pensions avait précédemment déterminé que les travailleurs qui avaient quitté l'usine entre 2009 et sa fermeture en 2011

étaient admissibles à une pension. Navistar en a appelé de cette décision en soutenant que le Surintendant n'avait pas la compétence en l'instance. Le 10 octobre, le Tribunal des services financiers a rejeté l'appel et maintenu la décision originale.

Par conséquent, le tribunal peut maintenant aller de l'avant et rendre une décision dans tous les cas en suspens concernant la liquidation partielle du régime parce ce qu'elle touche tous les membres syndiqués du

régime, notamment en ce qui a trait à la question des services validés accumulés qui était en litige.

Le tribunal a retenu les arguments du procureur du Surintendant adjoint et du syndicat selon lesquels la procédure à l'appui de la décision du Surintendant adjoint plus tôt cette année était équitable et inattaquable. Les auditions sur toutes les questions en suspens reprendront le 9 décembre 2013 et se poursuivront les 11, 12 et 16 décembre 2013 à Toronto.

« Unifor poursuivra sa lutte en faveur des travailleurs de Navistar », a déclaré Bob Chernecki. 